

La FDSEA - Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles du Gers - communique



La FDSEA - Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles du Gers - communique

2026 : le temps des constats est terminé, celui des décisions doit commencer !

Changer de calendrier ne change pas la réalité des exploitations. Dans le Gers, comme partout en France, les agricultrices et les agriculteurs sortent exsangues de plusieurs années de crises climatiques, économiques et sanitaires, aggravées par des règles incohérentes, des retards administratifs et une absence persistante de vision politique.

La FDSEA du Gers le dit clairement : la patience du monde agricole a des limites. Les agriculteurs n'attendent plus des discours, mais des actes rapides, lisibles et applicables sur le terrain.

Quand le réseau se mobilise, les lignes bougent

Les annonces récentes du Gouvernement et de l'Union européenne ne sont pas le fruit du hasard. La suspension du MACF sur les engrais, l'ouverture d'une loi d'urgence agricole, les évolutions sur l'eau ou la fiscalité sont le résultat direct d'un **rapport de force construit par le réseau FNSEA/JA**, du canton jusqu'à Bruxelles.

La FDSEA du Gers assume pleinement ce constat : **c'est la force collective qui obtient des résultats**, pas l'isolement, ni les actions sans objectifs précis. C'est pourquoi notre syndicat choisit aujourd'hui de s'appuyer résolument sur ce réseau pour transformer les revendications de terrain en décisions politiques.

Des réponses immédiates attendues dans le Gers

Le Gers n'a plus le temps d'attendre. Les agriculteurs exigent des décisions concrètes, maintenant :

- **Une indemnisation intégrale des conséquences économiques des crises sanitaires**, en élevage herbivore comme en aviculture et un suivi très précis des marchés;
- **Un financement garanti de l'arrachage** avant la taille en viticulture, sans incertitude ni délai ;
- **Des prêts de restructuration efficaces** pour éponger les dettes cumulées à la suite des crises successives pour toutes les productions ;
- **Des mesures spécifiques pour les céréaliers de la zone intermédiaire**, trop souvent oubliés des politiques publiques et sans solutions pour faire face au retrait de matières actives;
- **L'exonération totale de la TFNB** pour tous les agriculteurs de manière rétroactive pour 2025 ;
- **Un soutien humain personnalisé**, à la hauteur de l'épuisement moral du terrain ;

Un projet structurant pour l'agriculture gersoise

La FDSEA du Gers refuse une agriculture gérée à vue. Nous appelons à un **véritable débat professionnel sur l'avenir de l'agriculture gersoise** incluant :

- **Une politique de l'eau enfin réaliste au sein du pôle Eau départemental**, reconnaissant l'eau comme un moyen de production indispensable, avec le déblocage immédiat des projets de stockage et la fin des blocages administratifs abusifs : c'est le socle de notre survie. Le moratoire doit servir à libérer immédiatement **les projets hydrauliques à taille humaine** bloqués et à supprimer les taxes sur l'Eau (les 22 % obtenus ne sont qu'un début !). Nous refusons les nouvelles études environnementales HMUC déconnectées du terrain et exigeons que l'eau soit reconnue comme l'outil majeur de lutte contre le changement climatique.

- **La priorité aux produits français et gersois** dans la restauration hors domicile et un véritable projet stratégique de valorisation de chaque production ;

· **Une simplification administrative réelle et des réductions de charges**, avec la fin de la surtransposition et des normes inapplicables.

· **La reconnaissance et valorisation pleine et entière du stockage de carbone, de la réduction de GES notamment grâce au maintien des prairies et à la production d'énergies renouvelables ;**

Aussi nous voulons **une PAC commune de production**, protectrice de tous les agriculteurs et de l'économie rurale, garantissant la souveraineté alimentaire, l'aménagement comme l'animation des territoires et permettant l'installation des jeunes dans le Gers.

Cela suppose **un nouveau système de gestion des risques**, capable de sécuriser durablement les revenus, l'emploi et l'environnement face aux instabilités climatiques, sanitaires et économiques.

L'avenir agricole du Gers se construit aujourd'hui !

La FDSEA du Gers le martèle : **nous ne voulons plus seulement alerter ou négocier fermement comme les années précédentes, pour obtenir des dégrèvements et autres aides spécifiques de l'État et des collectivités, nous voulons construire l'avenir.** Construire des solutions concrètes est une exigence vis-à-vis des consommateurs, des citoyens et des territoires gersois.

Mais que cela soit clair : **la construction n'exclut pas la mobilisation. Le 20 janvier à Strasbourg**, la FDSEA du Gers sera présente aux côtés du réseau FNSEA pour dire NON au Mercosur et exiger de véritables protections aux frontières.

Parce que l'agriculture française ne peut pas être sacrifiée.

Parce que le Gers mérite un avenir agricole viable et vivant.

Et parce que **c'est le réseau, uni et déterminé, qui transforme la colère en décisions et les paroles en actes**